

# Que savent réellement les Israélien·ne·s de la Nakba et du droit au retour des réfugié·e·s palestinien·ne·s?

## Retour sur un sondage d'opinion auprès du public juif israélien<sup>1</sup>

Eléonore Merza (IIAC- LAIOS / De-Colonizer) & Eitan Bronstein (De-Colonizer)  
Novembre 2018

---

Aussi étrange que cela puisse paraître, personne n'avait, jusque-là cru bon d'interroger sérieusement les Israélien·ne·s sur la Nakba et le droit au retour. La « Nakba » est un mot arabe qui signifie « catastrophe » et qui désigne l'expulsion de l'écrasante majorité des Palestiniens et la destruction de quelques 615 de leurs localités en 1948<sup>2</sup>. Ce sont pourtant des sujets présents dans les débats en Israël, parfois sur le devant de la scène mais, *a minima*, en toile de fond. Ce sont des sujets manipulés avec beaucoup d'intérêt quand il s'agit de faire le lien entre les composantes extrêmement hiérarchisées de la société israélienne. Ce sont des sujets brandis comme des menaces lorsqu'il faut unifier les Israélien·ne·s autour d'un *ennemi* commun. Celui-ci ne doit pas manquer de rappeler constamment aux Israélien·ne·s, au cas où il·elles·s étaient tenté·e·s de l'oublier, que *nous* sommes en danger. L'*autre*, le Palestinien, c'est le danger. Et le danger, c'est notre fin. Encore. Quitte à réécrire l'histoire. Quitte à salir la mémoire de ceux·elles qui ont été génocidé·e·s pendant la seconde guerre mondiale. En octobre 2015, devant le 37<sup>e</sup> Congrès sioniste mondial, par exemple, le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu n'hésite pas à affirmer qu'Adolf Hitler n'avait pas *réellement* l'intention d'exterminer les Juif·ve·s, mais seulement de les expulser, et que c'est le grand mufti de Jérusalem, Hadj Amin al-Husseini, qui l'aurait convaincu de la solution finale. Relatant une rencontre entre le grand mufti et Hitler en novembre 1941, Netanyahu déclare :

Hitler ne voulait pas exterminer les Juifs à l'époque. Et Hadj Amin al-Husseini est allé voir Hitler et lui a dit : « *Si vous les expulsez, ils viendront tous ici [en Palestine]* » (...) Hitler demanda alors : « *Que devrais-je faire d'eux ?* » Le grand mufti répondit: « *Brûlez-les !* »

---

<sup>1</sup> Cet article reprend, de façon légèrement remaniée, le chapitre 10 du livre *Nakba. Pour la reconnaissance de la tragédie palestinienne en Israël* des deux auteurs [Merza; Bronstein, 2018].

<sup>2</sup> Voir la carte « Colonialisme en destru(a)ction » qui recense l'intégralité des localités palestiniennes, syriennes et juives détruites depuis les premières migrations sionistes en Palestine historique jusqu'aujourd'hui [Merza & Bronstein / De-Colonizer, 2017], consultable en ligne: <https://www.de-colonizer.org/carte-en-francais>

Déjà en 2012, dans un discours à la Knesset, Netanyahu avait affirmé que le grand mufti de Jérusalem avait été « *l'un des principaux architectes* » de la solution finale. Bien que cette thèse soit réfutée par les chercheurs et intellectuels les plus réputés sur la période [Achar; Porat; Litvak, par exemple] et qu'elle ait également été dénoncée par l'opposition<sup>3</sup>, les dégâts qu'une telle accusation suscite dans la société israélienne sont évidemment profonds. Elle alimente une production discursive aisément identifiable aux conséquences désastreuses dans les perceptions et les rapports sociaux, déjà bien éprouvés. Quand le Premier ministre, dans un discours public, fait du Palestinien le « nouveau nazi », nul ne pourrait être surpris de la banalisation et du renforcement de la parole raciste et des crispations identitaires.

Côté israélien, c'est donc dans ce contexte particulièrement tendu et peu enclin à produire des discussions apaisées que sont mobilisées les notions de « Nakba » et « de droit au retour ». De la même façon qu'il s'agit de *leur* histoire, ces notions agissent comme des menaces contre *nous*. Elles entretiennent l'idée que *leur* droit *nous* est — par essence — nuisible, elles alimentent ainsi la construction d'une identité collective israélienne en opposition à *l'autre*, à l'Arabe, au Palestinien, et *in fine* au reste du monde. Sans même parler de la viabilité d'un autre modèle, à aucun moment la cohabitation n'est envisagée comme une option.

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, le déni n'est pas complet en Israël. À la télévision israélienne, dans la presse israélienne, on parle de la Nakba et du droit au retour. Mais ils sont, en général, associés à un cycle de violence. On en parlera après une manifestation, une attaque, des heurts ou n'importe quel événement qui vient « effrayé » les Israélien·ne·s. Personne n'avait encore sorti ces sujets de ce contexte politique, alors qu'ils méritent attention, discussion et appropriation au sein de la société israélienne. Même si, en Israël, peu s'intéressent véritablement à ce que les citoyen·ne·s pensent de la Nakba et du droit au retour, à ces fantasmes et ces peurs sur lesquels on peut pourtant travailler. Pour nos ouvrages *Nakba Belvrit, Yoman Nassa Politi* [Merza: Bronstein, 2017] et sa version largement remaniée et enrichie *Nakba. Pour la reconnaissance de la tragédie palestinienne* [Merza; Bronstein, 2018]<sup>4</sup>, nous avons conduit le premier sondage d'opinion sur le sujet, auprès de la population juive israélienne.

Il y aurait beaucoup de choses à dire sur la signification et la fiabilité d'un sondage. Pierre Bourdieu affirmait que « *l'opinion publique n'existe pas* »<sup>5</sup>. Bien que les critiques des sondages d'opinion ne soient pas nouvelles, il a tout de même fallu se résigner à trouver un moyen de sonder, à défaut de l'opinion publique, un échantillon représentatif de la société israélienne. C'est conscient·e·s que la notion d'opinion publique pose la

---

<sup>3</sup> Yitzhak Herzog, chef de file des travaillistes, avait par exemple, qualifié l'intervention de Benjamin Netanyahu de « *dangereuse distorsion historique (...) car elle minimise la Shoah, le nazisme... et le rôle d'Hitler dans le désastre de notre peuple* » (page personnelle, Facebook, mercredi 21 octobre).

<sup>4</sup> Éditions Pardes, Israël, 2017 et Omniscience, France, 2018.

<sup>5</sup> Pierre Bourdieu, « L'opinion publique n'existe pas », *Les Temps Modernes* 318, janvier 1973, repris dans Pierre Bourdieu, *Questions de sociologie* (Éditions de Minuit, 1981).

question de savoir si un individu répond nécessairement comme le groupe social auquel il est censé appartenir, que l'échantillon retenu, même représentatif, peut toujours être discuté et que les modalités de collectes sont aussi soumises à critique, que nous restituons ici les principaux résultats de cette enquête.

Dans le cas par exemple de ce sondage, nous souhaitons interroger tous les *segments* de la population juive israélienne. Or, il se trouve que Geocartografia, l'institut qui a été en charge de sa réalisation, effectue son travail par téléphone en prenant des noms dans le bottin, uniquement sur des lignes fixes donc, ce qui est déjà une condition déterminée. Il en aurait été de même si le sondage avait été réalisé par Internet : quid des foyers qui n'en possèdent pas l'accès ou qui ne disposent pas d'un ordinateur? ou même par porte à porte: quid des personnes travaillant aux heures de passage des enquêteurs? Le sondage induit par définition des biais. Pour des chercheur·e·s que nous sommes, habitué·e·s aux protocoles qualitatifs, les assignations et classifications énoncées puis utilisées par les sondeurs posent évidemment question. Que signifie par exemple le terme « origine »? Comment est-il perçu? Les choix qui étaient offerts aux personnes interrogées étaient: «Israélien·ne de deuxième génération», «Mizrahi», « Ashkénaze », « nouvel·le immigrant·e » et « refuse de se définir ». Est considérée, par exemple, considérée comme «Israélienne de deuxième génération», une personne née en Israël, de parents nés en Israël. Comment alors définir une personne née en Israël mais dont seulement l'un des deux parents est né en Israël? Est traditionnellement considéré·e comme « Mizrahie », un·e Juif·ve des « pays arabes », mais c'est un terme qui est également utilisé pour ceux·elles d'Asie centrale, du Caucase... On pourrait s'interroger sur ce que peuvent avoir en commun des Juif·ve·s d'Inde, d'Azerbaïdjan, du Maroc ou du Liban. Le terme «Ashkénaze» n'est pas moins problématique puisqu'il définit tout le reste, c'est-à-dire beaucoup. Un juif de Pologne est donc un «Ashkénaze», mais une Juive de Buenos Aires aussi. Enfin, on n'est pas en reste avec la catégorie tout aussi floue de «nouveau·elle immigrant·e» qui regroupe des profils sociologiques et géographiques extrêmement variés de Juif·ve·s arrivé·e·s en Israël depuis les années 1990. Y seront donc inclus·es une Juive française qui a fait son *aliyah* il y a six mois et un Russe arrivé dans les années 1990, dont un grand-père était Juif, qui a été reconnu comme étant « assez juif » pour venir peupler Israël mais « pas assez juif » pour être reconnu comme juif par la *Halakha*, la loi religieuse juive qui stipule que le judaïsme se transmet par la mère.

Il faut tout de même noter que ce sont les sondé·e·s qui, parmi les propositions qui leur ont été faites, choisissent comment il·elle·s souhaitent se définir. Si certaines variables sont plus évidentes, comme la tranche d'âge ou le lieu de résidence, d'autres pourraient essuyer des critiques similaires, par exemple le « degré de religiosité » qui est laissé à l'appréciation des sondeur·se·s en fonction de la façon dont les sondé·e·s se définissent.

Dans le cadre d'un sondage, on utilise des catégories générales et englobantes. Mais malgré toutes les nombreuses critiques qu'on peut leur adresser, les sondages permettent tout de même de dresser des résultats d'appréciation *globale* qui ont leur intérêt. Ainsi, notre sondage a, en particulier, cherché à comprendre comment le travail militant a

influencé la société juive dans sa compréhension *globale* de la Nakba et du droit au retour des réfugié·e·s palestinien·ne·s. De plus, le moment où les sondages sont faits est particulièrement déterminant. Lorsqu'ils sont effectués à la veille d'une élection, au lendemain d'une attaque ou d'une mise en examen par exemple, le contexte influence nécessairement les réponses des sondé·e·s. C'est une dimension qui est particulièrement à prendre en compte dans notre question de recherche. Cette étude s'étale sur deux ans: le premier sondage a été effectué en 2015 puis un second en 2017. Tous deux ont été effectués au cours de séquences politiques relativement calmes, en dehors de cycles particuliers de tension qui renforcent l'anxiété de la population. Mais que signifie « temps calme » dans la poudrière proche-orientale ? Ces sondages n'ont, par exemple, pas été conduits en période électorale où les sujets des « Arabes », de la « sécurité » et de la *menace existentielle* qu'ils représentent, sont utilisés comme des arguments de campagne. Ces sondages n'ont pas non plus été menés en période intense de manifestations palestiniennes particulièrement symboliques comme la Marche du retour, le Journée de la Terre<sup>6</sup> ou celui de la commémoration de la Nakba. Ces manifestations, qui sont pourtant pacifiques, sont aussi mobilisées par la majorité des médias comme autant d'événements *inquiétants* et *dangereux* pour nous. Il y a de grandes chances pour que les réponses eussent été différentes si le sondage avait été effectué à de tels moments.

## Aspects méthodologiques du sondage

Dernière semaine de mars 2015, nous avons fait appel à l'un des instituts de sondage les plus réputés d'Israël : Geocartografia. Les chercheur·e·s de l'institut nous ont aidé·e·s à formuler les questions auxquelles nous pensions, à utiliser un vocabulaire neutre et intelligible pour les Israélien·ne·s. Puis l'institut s'est chargé de sa réalisation, par téléphone. En mars 2017, un deuxième sondage, qui reprenait avec le même intitulé trois des sept questions du premier son- dage, a été réalisé afin d'évaluer les évolutions de discours entre le moment où nous avons commencé à écrire ce livre et le moment où il a été publié en hébreu. Ce deuxième sondage a été fait selon le même protocole, sur un autre échantillonnage représentatif.

Ces sondages sont stratifiés, ce qui signifie qu'ils utilisent une méthode d'échantillonnage représentatif: on divise la population en plusieurs groupes et on prend aléatoirement un échantillon dans chaque groupe. Au sens statistique, un échantillon est représentatif si tout membre de la population ciblée (ici la population juive israélienne et uniquement celle-ci) a la même probabilité d'être choisie. La méthode utilisée est celle du questionnaire

---

<sup>6</sup> La « Journée de la Terre » (*Yom al-Ard* en arabe et *Yom Ha'adama* en hébreu) est commémorée le 30 mars. Pour le peuple palestinien, elle marque le souvenir des événements du 30 mars 1976. Un mois avant, le gouvernement israélien avait annoncé sa décision de confisquer 2500 hectares supplémentaires de terre en Galilée. Pour protester contre cette injustice, les Palestinien·ne·s ont entamé une grève générale le 30 mars. Parallèlement, les Palestinien·ne·s des territoires occupés s'y sont joints en signe de solidarité. La journée s'est soldée par six morts, une centaine de blessé·e·s et plusieurs centaines d'arrestations. On pourra, par exemple, lire Ali Abunimah: « What is Palestine's Land Day? », *The Electronic Intifada*, 30 mars 2014.

fermé, c'est-à-dire que toutes les questions sont strictement prévues. Il y a, par contre, dans ce questionnaire fermé, la première question qui est ouverte, ce qui signifie que les choix de réponses suggérés aux sondé·e·s ne sont pas définis.

Le panel qui a été interrogé les deux fois est composé de cinq cents Israélien·ne·s, tou·te·s juif·ve·s, de plus de 18 ans. Il s'agit d'un panel défini par Geocartografia comme un échantillon représentatif de la société israélienne, choisi en fonction des variables reproduites telles qu'elles sont déterminées par l'institut et énoncées aux sondé·e·s<sup>7</sup>:

Variable	Catégories proposées aux sondé·e·s
Genre	Féminin / Masculin
Origine	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Israélien·ne de deuxième génération: né·e en Israël et de parents nés dans le pays (<i>ba'haretz</i>)</li> <li>- Mizrahie</li> <li>- Ashkénaze</li> <li>- Nouveau / nouvelle immigrant·e (<i>oleh hadash / olah hadasha</i>) depuis 1990</li> <li>- Refusé de se définir</li> </ul>
Âge	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 18 - 34 ans</li> <li>- 35 - 54 ans</li> <li>- 55 ans et plus</li> </ul>
Lieu d'habitation (déterminée par l'indicatif du numéro de téléphone)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Jérusalem et district de Jérusalem (numéro téléphonique commençant par 02)</li> <li>- District Nord (04)</li> <li>- District Sud (08)</li> <li>- District Centre (03)</li> <li>- District HaSharon (09)</li> </ul>
Éducation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Jusqu'au lycée (<i>tihonit</i>)</li> <li>- Au-delà du lycée, université (à partir de treize années total d'étude-</li> <li>- Académique (à partir du BA)</li> </ul>
Religiosité	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Laïc·que (<i>hiloni</i>)</li> <li>- Traditionnaliste (<i>massorti</i>)</li> <li>- Religieux·se (<i>dati</i>) ou ultra-orthodoxe (<i>haredi</i>)</li> </ul>
Revenu	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Au dessous du revenu moyen [énoncé aux sondé·es lors de la question, variable entre 2015 et 107]</li> <li>- Dans la moyenne</li> <li>- Au-dessus de la moyenne</li> </ul>

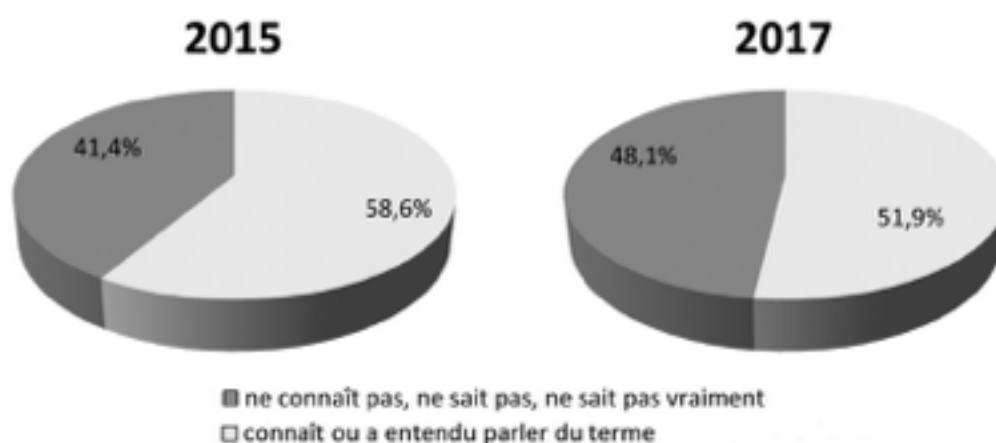
Geocartografia a estimé que la marge d'erreur statistique était de 4,4 %.

<sup>7</sup> Les variables utilisées en statistiques ont aussi leurs limites car elles ne peuvent recouper la diversité inhérente à la façon dont chaque sujet se définit lui-même, on pense notamment à la catégorie de genre qui reste particulièrement binaire, et dont l'énonciation même peut être ressentie comme une violence par les sujets interrogés.

## Question 1

**Connaissez-vous ou avez-vous entendu parler du terme « Nakba » ? Si oui, comment la définiriez-vous ?**

À notre demande, cette première question a été volontairement formulée comme une question ouverte, c'est-à-dire sans items, sans proposition définie de réponses à choisir. Nous souhaitions savoir ce que la société israélienne met derrière le terme « Nakba ». Par conséquent, et naturellement, les réponses que nous avons reçues sont très différentes et variées. Il serait bien laborieux de reproduire ici l'intégralité des cinq cents réponses recueillies. Cependant, nous vous en proposons une répartition, évidemment subjective, regroupant des réponses plus ou moins homogènes. Après cette proposition de répartition, les regroupements ont été envoyés à Geocartografia qui a calculé les pourcentages correspondant à chaque groupe de réponses.



© De-Colonizer, Research and Art Laboratory for Social Change

### Répartition générale des réponses:

Dans le sondage de 2015, on constate que la plupart des Israélien·ne·s (58,6%) connaissent non seulement le mot « Nakba » mais sont également capables de le lier au « conflit » israélo-palestinien ou aux « Arabes ». En 2017, le taux de gens qui connaissent ce terme est descendu à environ 51,9%. On peut néanmoins observer qu'un peu plus d'un·e Israélien·ne sur deux a entendu ou connaît le terme « Nakba ».

Les résultats que nous vous présentons sont donc un résumé des principales réponses à la question « Comment définiriez-vous la Nakba ? » dans la mesure où ils en avaient au moins entendu parler. Les réponses détaillées ci-après sont celles qui nous semblaient le plus significatives. Elles ont été formulées en essayant de se rapprocher le plus possible de la formulation des sondé·e·s.

Bien sûr, ceux·elles-ci pouvaient apporter plusieurs réponses, ce qui explique que la somme des pourcentages par colonne dépasse les 100 %.

<b>Comment définiriez-vous la Nakba?</b>	<b>2015</b>	<b>2017</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- À l'opposé de l'Indépendance israélienne, tel qu'exprimé par les Palestiniens, par les Arabes, en référence à la fête de l'Indépendance israélienne, de la création de l'État d'Israël, de la guerre de libération;</li> <li>- Un jour de deuil pour les Palestiniens, pour les Arabes, à la suite de la création de l'État d'Israël;</li> </ul>	13,5 %	10,5 %
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un mot en arabe désignant la catastrophe, la destruction, l'Holocauste des Palestiniens, des Arabes;</li> <li>- L'extermination des Palestiniens, des Arabes, de nombreux morts;</li> <li>- Le jour de la mémoire pour les Palestiniens;</li> <li>- Le deuil des Palestiniens, des Arabes, face à la conquête de leurs terres;</li> </ul>	15,4 %	15,8 %
Le « Jour de l'Indépendance » des Palestiniens	1 %	1,8 %
Le traumatisme des Palestiniens, des Arabes, à la suite de la guerre d'indépendance	0,3 %	2,3 %
Quelque chose de mauvais, de négatif, de grave	0,7 %	0,2 %
Un mensonge, quelque chose de honteux, d'inacceptable	0,8 %	1,5 %
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Quelque chose qui appartient aux Palestiniens, aux Arabes</li> <li>- Nom de quelque chose en arabe</li> <li>- Un évènement national important pour les Palestiniens, pour les Arabes</li> </ul>	11,7 %	7,4 %
Quelque chose en lien avec la terre chez les Palestiniens, les Arabes, la Journée de la Terre	9,2 %	4,5 %
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un mot en arabe signifiant revanche, terrorisme, colère, violence, soulèvement, rébellion des Palestiniens, des Arabes</li> <li>- Une action anti-israélienne, intifada</li> </ul>	3,6 %	6,6 %
Une fête arabe, musulmane, un évènement religieux	3,5 %	1,7 %
Le départ, l'expulsion, le retrait des Palestiniens, des Arabes du pays	0,3 %	3,5 %
Quelque chose en lien avec la politique, le mouvement politique palestinien, arabe	0,3 %	0,2 %
Quelque chose qui n'est pas du tout lié au conflit, aux relations entre Israéliens et Palestiniens	0,1 %	0 %
Quelque chose en lien avec les Juifs, les Juifs séfarades, les Mizrahim	0,3 %	0 %
Réponse n'ayant rien à avoir avec celles mentionnées ci-dessus	6,2 %	1 %
Ne sait pas, ne connaît pas, en a entendu parlé mais ne sait pas comment expliquer, pas important, pas intéressant	36 %	51 %

Comme on aurait aisément pu l'imaginer, parmi ceux·elles qui connaissent le terme « Nakba », les deux réponses les plus fréquentes se réfèrent au « Jour de l'Indépendance » ou à la tragédie vécue par les Palestinien·ne·s (les deux premières lignes du tableau).

En 2015, 13,5 % des personnes interrogées avaient répondu « la Nakba est l'opposé du Jour de l'Indépendance israélienne ». En 2017, seulement 10,5 % ont donné cette réponse. Celle-ci en dit long sur la construction identitaire par opposition : *leur* Nakba vs *notre* indépendance, comme si l'événement historique et politique ne pouvait avoir d'explication, de signification qu'en fonction d'un *nous*. Le deuxième groupe de réponses qui s'approchent le plus de la définition correcte de la Nakba – le « désastre », la « tragédie » des Palestinien·ne·s qui ont perdu leurs maisons et ont été déplacé·e·s, expulsé·e·s de leur terre – a été sollicité par 15,4 % des personnes interrogées en 2015, et par 15,8 % deux ans plus tard. On constate donc que la réponse la plus proche de la définition réelle de la Nakba est la réponse la plus fréquente en 2015 et 2017.

— **Question 2 (uniquement posée dans sondage de 2015)** —

***Après 1948, le nombre de Palestinien.ne.s restants sur le territoire de l'Etat d'Israël a substantiellement diminué en comparaison de leur nombre avant 1948. Nous allons vous lire quelques raisons pouvant expliquer ce phénomène, et vous me direz, selon vous, laquelle de ces raisons (s'il y en a une) est la véritable cause de cette diminution.***

Réponses, au choix, proposées aux sondé.e.s:

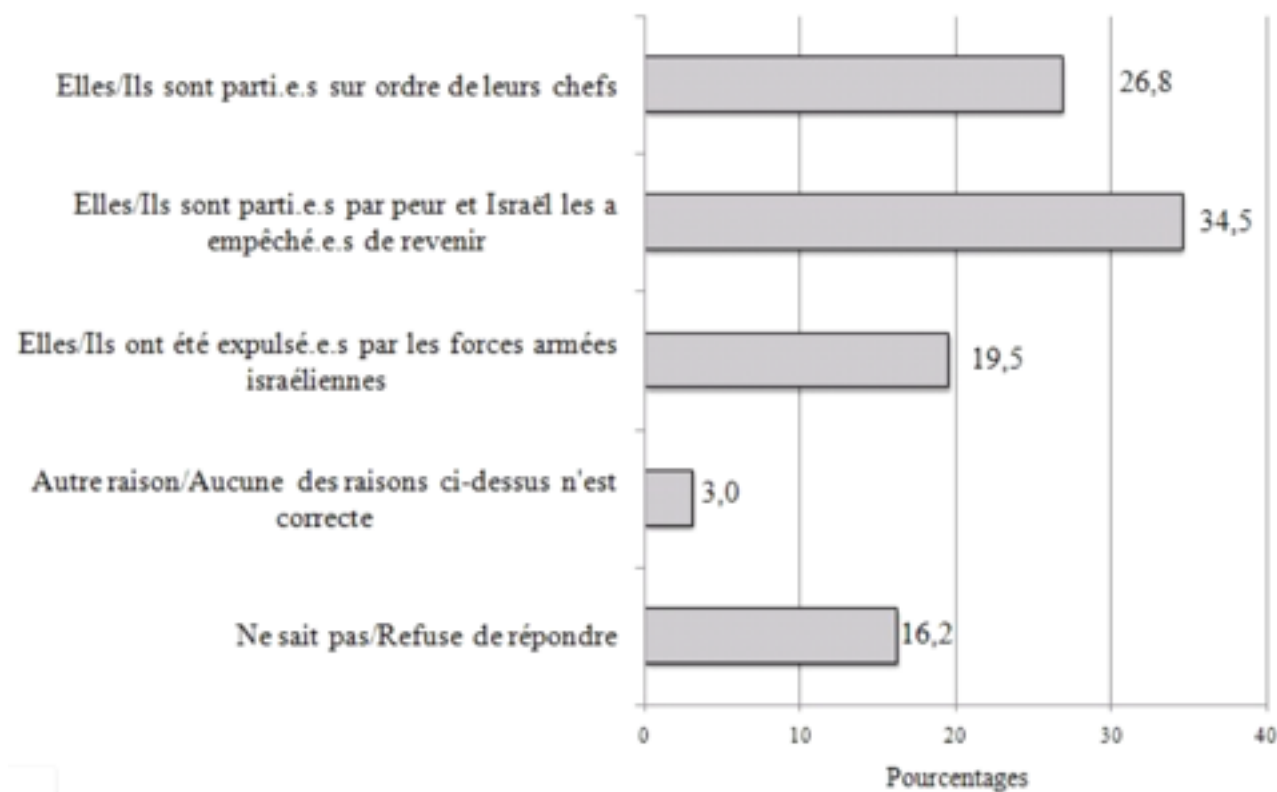
- *Ils / elles sont parti.e.s sur ordre de leurs chefs*
- *Elles / ils sont parti.e.s par peur et Israël les a empêché.e.s de revenir*
- *Elles / il s ont été expulsé.e.s par les forces armées israéliennes*
- *Autres raisons*
- *Je ne sais pas*
- *Je refuse de répondre*
- *Aucune des raisons ci-dessus n'est correcte*

Nous avons choisi de formuler ici une question fermée puisque notre objectif était de découvrir quelle explications étaient plébiscitées par les Israélien·ne·s pour justifier le déplacement de la plupart des Palestinien·ne·s de leurs localités en 1948. Les choix proposés aux sondé·e·s reprennent les options les plus fréquemment exprimées dans le discours israélien. Nous avons autorisé les sondé·e·s à choisir plus d'une option car la réponse est complexe et que plusieurs éléments sont compatibles: alors que la majorité



des Palestinien·ne·s a été expulsée, certain·e·s sont effectivement parti·e·s « d'eux-mêmes », en général par peur et notamment après des massacres commis dans les villages environnants.

Par conséquent, nous avons obtenu un total de pourcentage égal à 131,1%, que nous avons, ensuite, ramené à 100% pour en clarifier les résultats.



© De-Colonizer, Research and Art Laboratory for Social Change

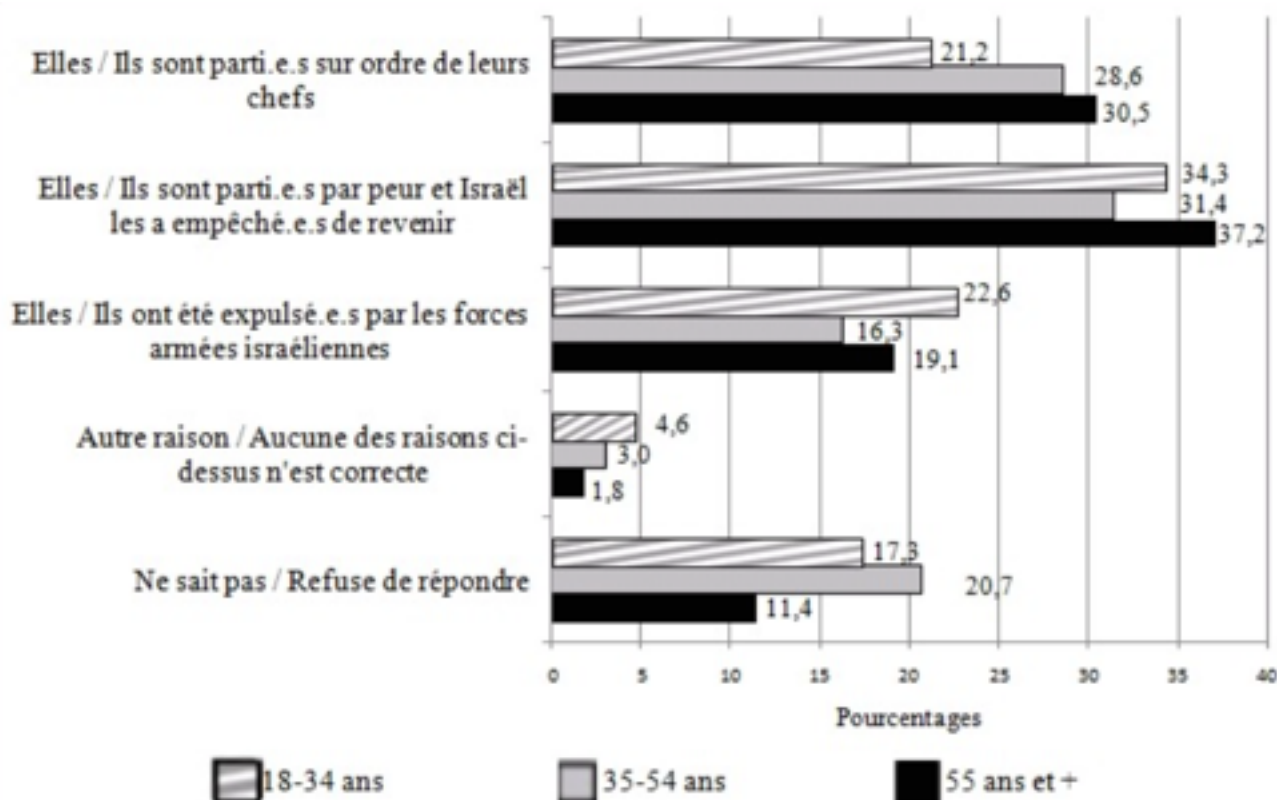
### Répartition générale des réponses:

Si l'on regarde l'ensemble des réponses, l'opinion la plus fréquemment choisie est « Ils sont partis par peur et Israël les a empêché de revenir » (34.5%). La seconde réponse la plus plébiscitée est, sans surprise, que les Palestinien.ne.s « sont parti.e.s sur ordre de leurs chefs » avec 26,8%. La troisième option, enfin, celle qui historiquement s'approche le plus de ce qui s'est passé et qui affirme que les Palestinien.ne.s ont été expulsé.e.s par les forces armées israéliennes, a été plébiscitée par 19.5% des sondé.e.s.

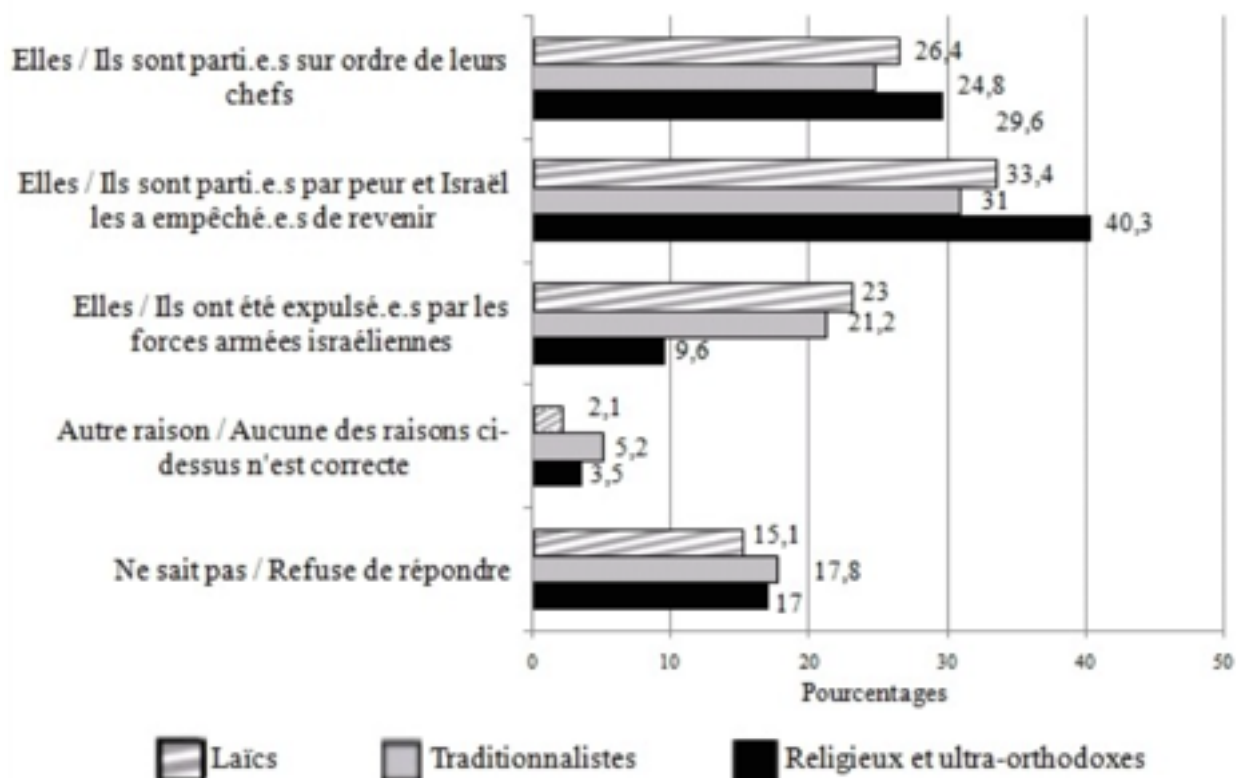
### Répartition détaillée par âge:

La répartition par âge nous indique que plus une personne est âgée, plus elle aura tendance à répondre que les Palestinien.ne.s sont parti.e.s sur ordre de leurs leaders. En effet, cette réponse est choisie par 21.2 % des sondé.e.s de 18 à 34 ans, par 28.6% des 35-54 ans et par 30.5% des plus de 55 ans. Il semblerait qu'on puisse attribuer cette différence générationnelle au fait que cette réponse correspond à la version officielle du discours israélien depuis de nombreuses années, et que l'ouverture du discours sur le

sujet ne datant que de quelques années, les jeunes générations y ont été particulièrement exposées, et donc influencées dans leur perception de 1948.



### Répartition détaillée par niveau de religiosité:



La répartition selon les caractéristiques religieuses, quant à elle, nous montre que 9,6% des religieux ou ultra-orthodoxes considèrent que les Palestinien.ne.s ont été expulsé.e.s par les forces armées israéliennes en 1948, alors que 21,2% des « traditionalistes<sup>8</sup> » (*massortim*) et 23% des laïcs ont choisi cette réponse.

L'écart entre le point de vue des religieux et ultra-orthodoxes et le reste de la société israélienne est intéressant mais peu surprenant, il alimente l'idée répandue en Israël d'un lien fort entre nationalisme et religiosité. Bien que le projet colonial ait été mené par un leadership sioniste non religieux, plus le niveau de religiosité de l'individu est élevé, plus il a tendance à associer le départ des Palestinien.ne.s à leur propre échec, et non à une quelconque action/responsabilité israélienne.

### — Question 3 (uniquement posée dans sondage de 2015) —

***La question des réfugié.e.s concerne le statut et le destin des Palestinien.ne.s qui habitaient à l'intérieur du territoire d'Israël jusqu'à la guerre d'indépendance<sup>9</sup> de 1948. Selon vous, Israël a-t-elle eu un rôle dans la création du problème des réfugié.e.s palestinien.ne.s ?***

L'objectif de cette question était d'approfondir notre compréhension de la responsabilité du déplacement des Palestinien.ne.s que les Israélien.ne.s veulent bien accorder à leur pays, et donc à eux-mêmes. Dans quelle mesure leurs grands-parents, leurs parents, eux-mêmes sont-ils responsables de la création du problème des réfugié.e.s.

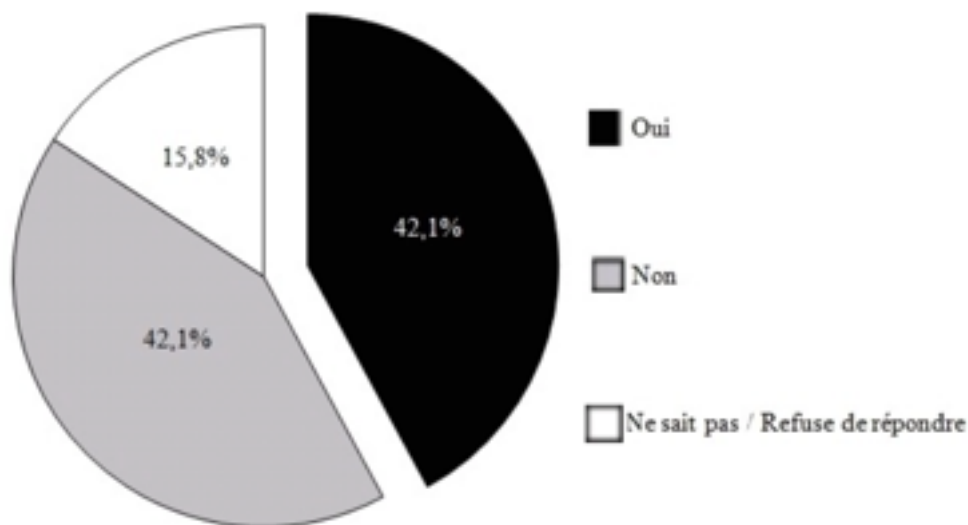
Le résultat des réponses est surprenant, nous nous attendions à un taux de réponse négation, de déni, bien plus élevé mais il y a une égalité stricte entre les sondé.e.s qui ont répondu qu'Israël avait un rôle dans la création du problème des réfugié.e.s (42.1%) et les sondé.e.s qui ont répondu l'inverse (42.1%).

---

<sup>8</sup> Le courant « massorti » dit « traditionaliste » est un courant du judaïsme à la pratique moins contraignante. Contrairement à ce que pourrait induire une comparaison avec sa traduction dans le contexte français où quand on parle des « traditionalistes » de l'église, on associe le terme à ses mouvances les plus rigoristes, c'est le contraire dans le cas du judaïsme. Ainsi les « traditionalistes » sont en fait moins pratiquant.e.s / dogmatiques que les « religieux » et les « ultra-orthodoxes » qui représentent, eux, les pratiquant.e.s les plus rigoristes.

<sup>9</sup> Le terme « Guerre d'indépendance », au profit de celui de « Nakba » par exemple, peut évidemment être considéré comme biaisé en faveur du narratif israélien. C'est un vocabulaire que nous n'utilisons en général pas, mais c'est le vocabulaire qui fait référence à ce qu'il s'est passé en 1948 pour l'écrasante majorité des Israélien.ne.s. Nous avons, dans un premier temps, pensé utiliser le terme plus neutre de « Guerre de 1948 » mais les chercheurs de Geocartografia avec lesquels nous avons travaillé à l'élaboration du questionnaire, nous ont convaincu d'utiliser une dénomination qui ne pouvait pas prêter à confusion pour les sondé.e.s.

## Répartition générale des réponses:



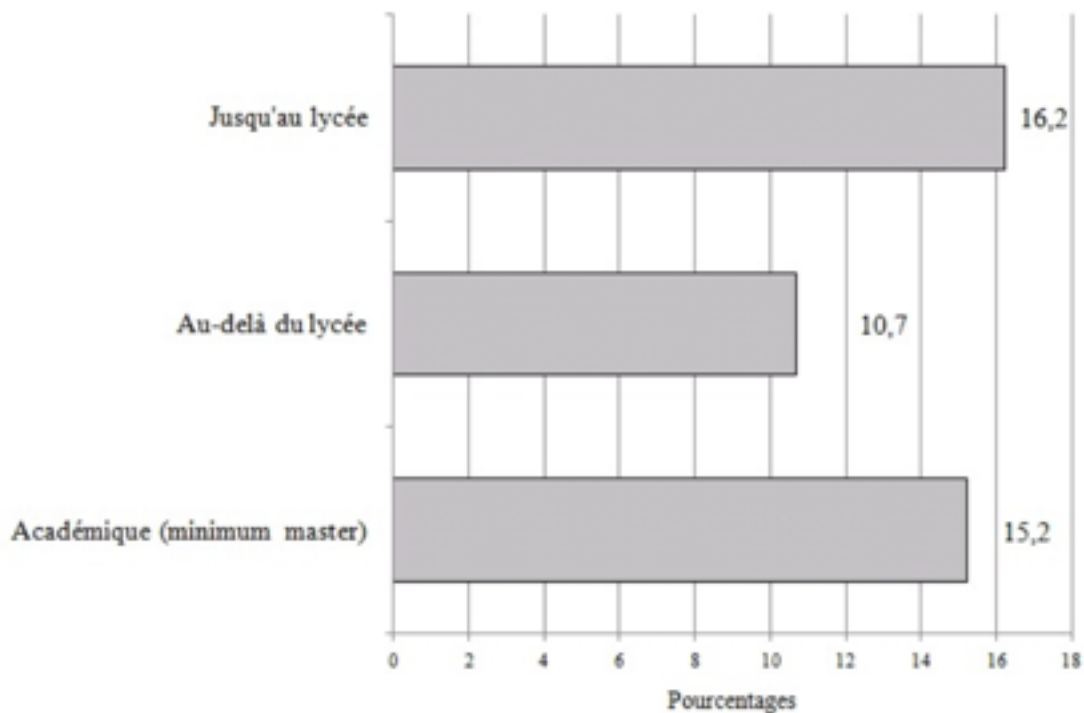
©

*De-Colonizer, Research and Art Laboratory for Social Change*

## Répartition détaillée par niveau d'étude

Le détail de la distribution des réponses par genre/sexe, ne nous apprend pas grand chose, si ce n'est que le taux des femmes ayant donné une réponse positive à cette question était bien plus faible que celui des hommes : 37,6% pour 46,9% respectivement. Il vaut la peine de remarquer qu'à elle seule, cette donnée balaie la supposition mythologique, et sexiste, que les femmes ont tendance à avoir plus de compassion que les hommes, et donc ont une tendance au compromis plus appuyée.

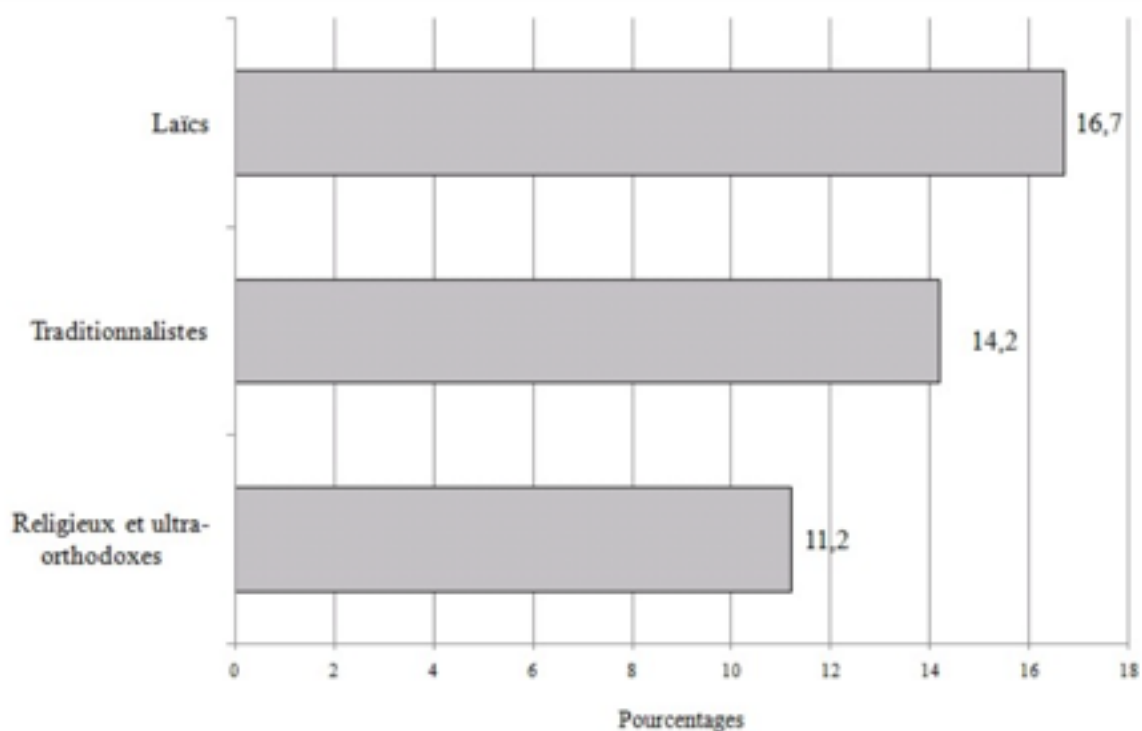
Par contre, la répartition selon le niveau d'étude, nous apprend quelque chose de plus substantiel: près de la moitié des sondé.e.s ayant suivi des études jusqu'au lycée (ne signifie pas nécessairement qu'ils ont obtenu le *bagrut*, l'équivalent du baccalauréat) ont répondu qu'Israël avait une responsabilité (46.9%), c'est un résultat similaire, bien que légèrement supérieur, à celui des sondé.e.s qui répondent d'un niveau académique (44.1%). En revanche, seuls 31.2 % des gens éduqués au-delà du lycée, c'est à dire la catégorie « moyenne » d'études, a répondu positivement. Malgré ce qu'on croit généralement, il n'y a pas de lien entre le niveau d'éducation et la volonté de reconnaître, d'assumer, la responsabilité personnelle/individuelle d'une faute, et dans ce cas particulier de la création du problème des réfugié.e.s palestinien.ne.s.



© De-Colonizer, Research and Art Laboratory for Social Change

### Répartition détaillée par niveau de religiosité:

Enfin, à nouveau, nous trouvons ici une corrélation évidente entre niveau de religiosité et réponses : seulement un tiers (32,3%) des religieux/ultra-orthodoxes ont répondu qu'Israël avait une responsabilité dans, comparé à 40,9% parmi les traditionalistes et près de la moitié (47,9%) chez les laïcs.



— Question 4 —

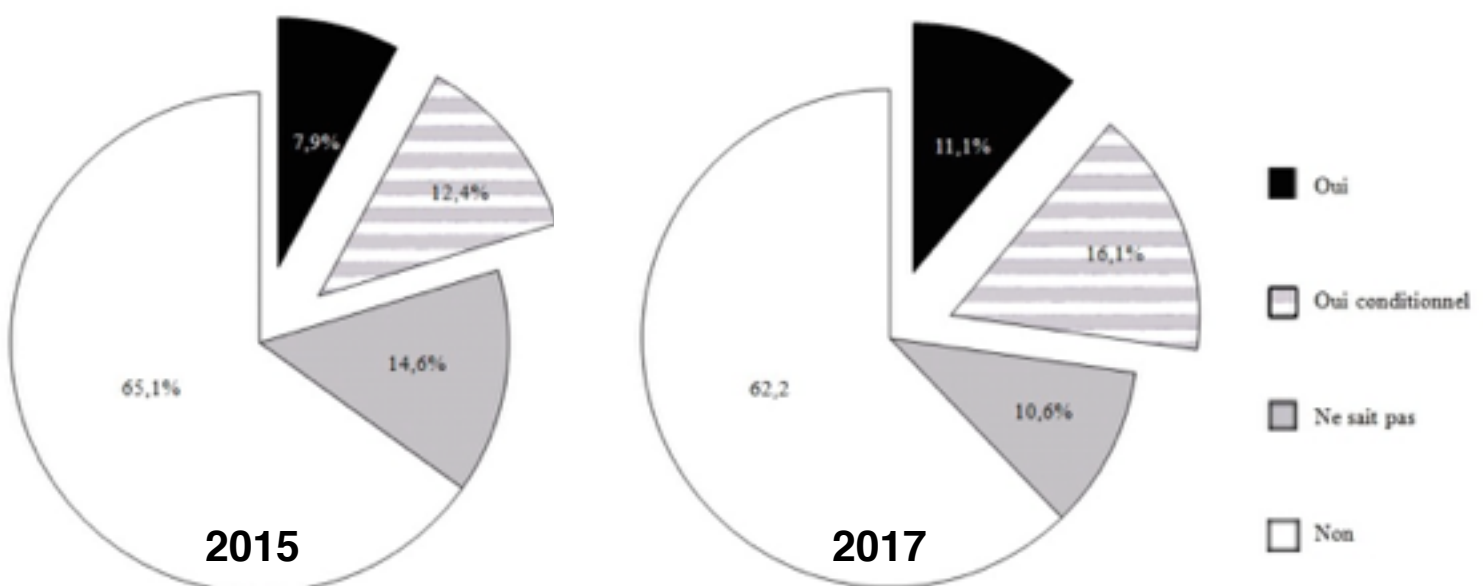
**Le droit au retour est la possibilité pour chaque réfugié.e palestinien.ne et sa descendance de choisir entre un retour réel à l'endroit où ils habitaient jusqu'en 1948, ou alors l'acceptation de tout autre type de réparation / compensation. Pensez-vous qu'Israël devrait reconnaître ce droit ?**

Choix de réponses proposées aux sondé.e.s:

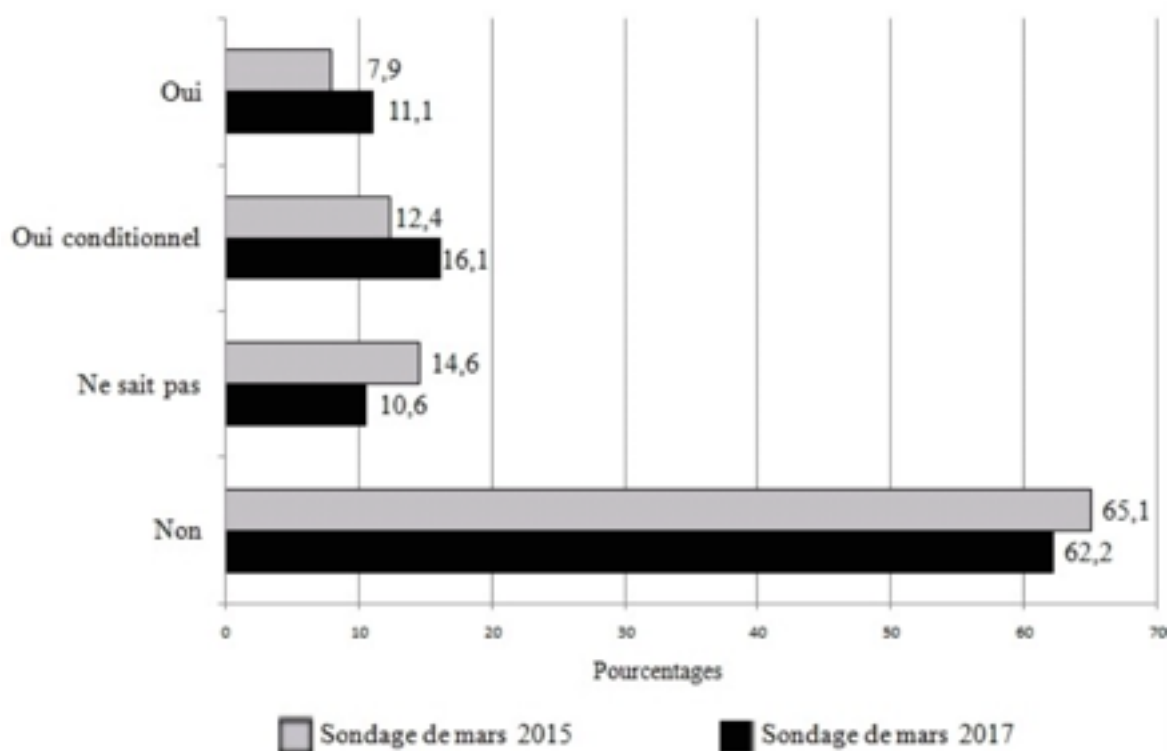
- Oui
- Oui, à condition que la matérialisation du droit au retour soit juste pour quiconque vit dans ce pays (= Oui conditionnel)
- Non
- Je ne sais pas

La question est formulée intentionnellement de cette façon, de manière à ce qu'une réponse positive inclue la possibilité que tous les réfugié.e.s palestinien.ne.s (plus de 7 millions) puissent choisir un réel retour. En d'autres termes, une réponse positive affirme que le choix du retour est laissé au libre choix de chacun.e des réfugié.e.s palestinien.ne.s et sa descendance.

Sans surprise, la majorité des sondé.e.s répond, en 2015 comme en 2017, par la négative: ils sont 65.1% en 2015 et 62.2% en 2017. Les réponses positives, créent véritablement la surprise. Dans le sondage effectué en 2015, 7.9% des sondé.e.s ont répondu « oui » et dans celui effectué en 2017, ils sont 11.1%. En 2015, 12,4% des sondé.e.s ont choisi le « oui conditionnel » et en 2017 cette réponse a atteint les 16,1%. En ajoutant ces pourcentages, on obtient un taux bien plus élevé puisque 20,3% des Israélien.ne.s (juif.ve.s) soutiennent le droit au retour en 2015, et deux ans plus tard ils sont 27,2%, soit plus d'un quart des sondé.e.s.



## Comparatif des réponses données en 2015 et en 2017:



© De-Colonizer, Research and Art Laboratory for Social Change

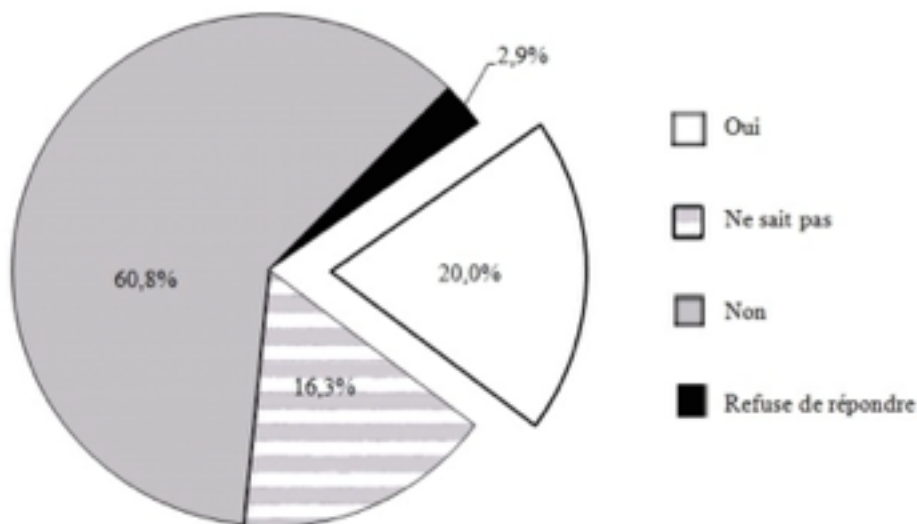
### — Question 5 (uniquement posée dans sondage de 2015) —

***Si la reconnaissance du droit au retour des réfugié.e.s palestinien.ne.s n'impliquait pas le déplacement de Juif.ve.s israélien.ne.s de là où elles/ ils habitent, la soutiendriez-vous ?***

Réponses, au choix, proposées aux sondé.e.s:

- *Oui*
- *Non*
- *Je ne sais pas*

L'objectif de cette question était de clarifier la signification de la reconnaissance du droit au retour pour obtenir le taux réel de soutien parmi les Israélien.ne.s. Et effectivement, la répartition générale des réponses à cette question suit celles de la question précédente: 20% des sondé.e.s soutiennent le droit au Retour des réfugié.e.s palestinien.ne.s, 60.8% s'y opposent, 16.3% sont indécis.e.s et 2.9% d'entre eux ont refusé de répondre.



© De-Colonizer, Research and Art Laboratory for Social Change

### Répartition générale des réponses:

Ces taux de soutien est également surprenant. Lors de nos estimations, et après avoir fait un petit sondage des intentions de réponses auprès d'une dizaine d'expert.e.s sur le sujet, en Israël, nos estimations étaient restées extrêmement basses, nous pensions que moins de 5% des Israélien.ne.s soutiendraient le droit au Retour. Lorsque les chiffres du sondage nous ont été communiqués, et devant un tel écart avec nos estimations, nous avons consulté deux spécialistes réputés, de l'analyse de sondage. L'un, professeur de psychologie sociale et politique à l'université de Tel Aviv et expert en études de « résolution de conflit » (*conflict resolution studies*), et l'autre, journaliste politique et analyste pour différents instituts de sondage en Israël. Nous sommes également retournés voir le chercheur de *Geocartografia* avec lequel nous avons travaillé à la formulation du questionnaire. Tou.te.s les trois furent unanimes: les sondé.e.s qui ont répondu « oui » ou « oui conditionnel » n'avaient probablement pas compris qu'il était question d'un retour concret, et soutenaient donc — d'après les trois experts — éventuellement un droit au retour sous une forme générale et abstraite. L'un d'entre eux nous a même confié:

*Ceux qui ont répondu oui, ce sont les lecteurs du Haaretz. Mais s'ils comprenaient qu'on parle ici d'un retour réel, concret, qui signifie un changement démographique majeur, je suis certain que même parmi eux, le taux de soutien serait bien plus faible. C'est très difficile, pour les Israéliens, d'imaginer, même mentalement, le retour de millions de réfugiés palestiniens<sup>10</sup>.*

<sup>10</sup> Entretien D.B-T, Tel Aviv, avril 2015.



Il fallait qu'on en ait le coeur net. Nous avons reformuler, encore plus précisément la question sur le droit au retour. Nous nous sommes, cette fois, assurés que les sondé.e.s comprennent que la reconnaissance du droit au Retour signifie que chaque réfugié.e peut décider de revenir sur le territoire devenu Israël, ou qu'il peut accepter un autre type de compensation. Il était aussi déterminant que les sondé.e.s comprennent les conséquences potentielles d'un tel choix, notamment en terme de démographie et donc d'un profond changement de régime politique.

Un troisième sondage, avec cette seule question cette fois-ci, a donc été réalisé en avril 2017, toujours avec *Geocartografia*.

— Question 6 (uniquement posée en avril 2017) —

***En 1948, au moment de la guerre d'Indépendance, la plupart des Palestinien.ne.s qui habitaient ce pays sont devenus des réfugié.e.s et se sont dispersé.e.s dans le monde entier. Le droit au retour des réfugié.e.s palestinien.ne.s fait référence au choix pour chaque réfugié palestinien et sa descendance entre un retour réel à l'endroit où ils vivaient jusqu'en 1948, ou accepter un autre type de compensation. Par conséquent, la reconnaissance du droit au Retour pourrait signifier que plus de sept millions de réfugié.e.s palestinien.ne.s choisiront de revenir dans ce pays. Dans quelle mesure soutenez-vous ou êtes-vous opposés au droit au retour tel que présenté ici ?***

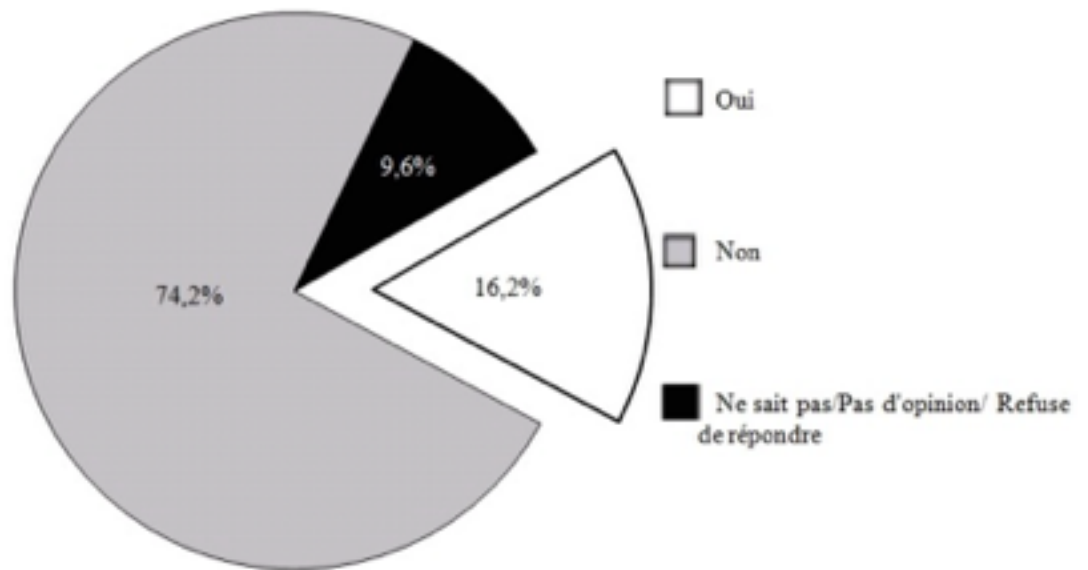
Réponses, au choix, proposées aux sondé.e.s:

- *Tout à fait d'accord*
- *Relativement/assez d'accord*
- *Relativement/plutôt opposé*
- *Très opposé*
- *D'accord, à condition que les Israélien.ne.s et les Palestinien.ne.s (réfugié.e.s revenu.e.s inclu.e.s) puissent vivre ensemble en paix dans ce pays*

Afin de donner une idée claire de l'ampleur de la question des réfugié.e.s, nous avons volontairement choisi de mentionner le nombre estimé de réfugiés palestiniens (plus de sept millions), mais nous avons également décidé d'éviter la dichotomie simpliste « pour / contre » le retour en proposant plusieurs réponses plus variées, dont une réponse conditionnelle (« *D'accord, à condition que les Israélien.ne.s et les Palestinien.ne.s (réfugié.e.s revenu.e.s inclu.e.s) puissent vivre ensemble en paix dans ce pays* » ).

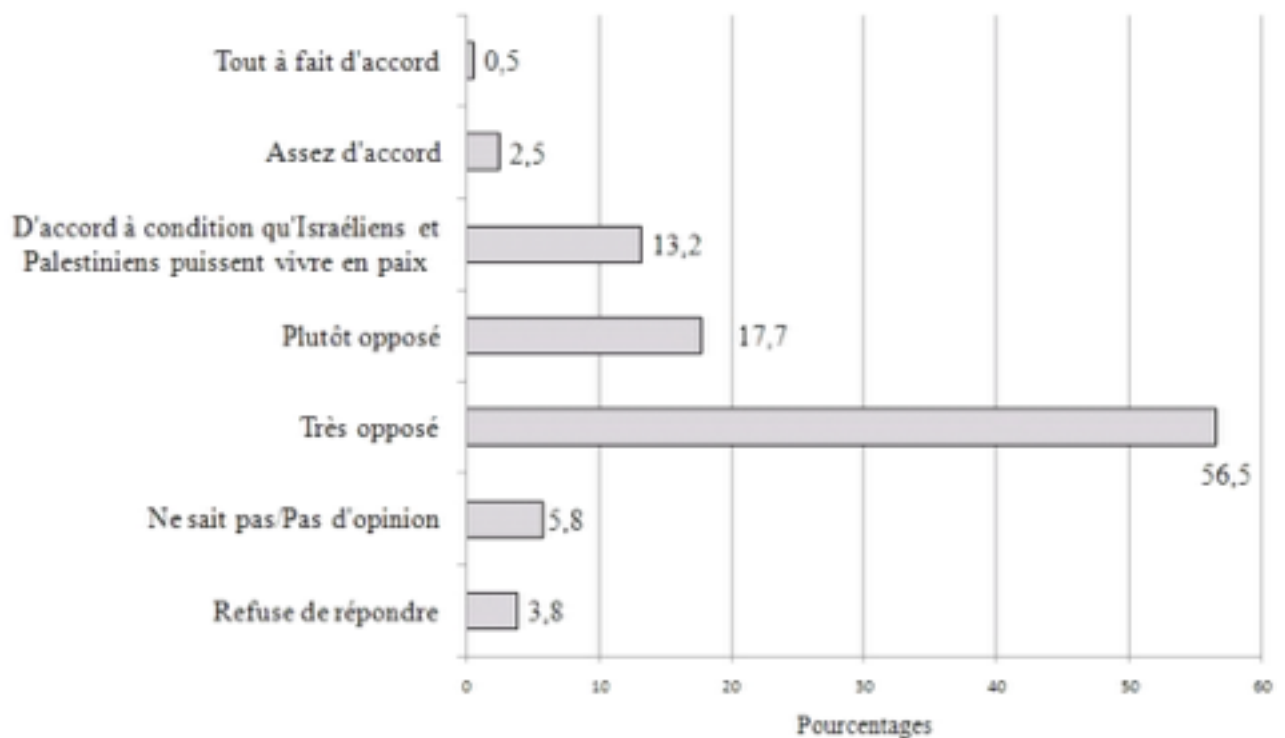
Enfin, même si les termes de cette réponse conditionnelle peuvent sembler normalisants, faisant fi des relations de domination et /de pouvoir inégales entre les deux côtés, nous l'avons proposée car elle est très proche de la formulation de la décision 194 de l'ONU,

qui demeure la référence du droit international pour le droit au Retour des réfugié.e.s palestinien.ne.s<sup>11</sup> et que l'Assemblée Générale de l'ONU réaffirme chaque année depuis 1948.



© De-Colonizer, Research and Art Laboratory for Social Change

### Résultats détaillés des réponses:

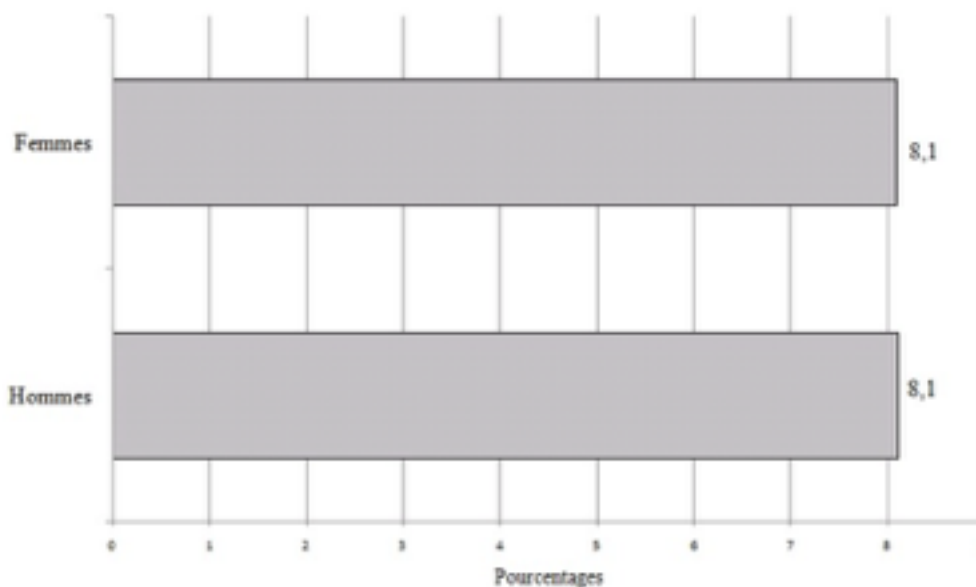


<sup>11</sup> Résolution 194 (III), 11 décembre 1948: *Palestine — Rapport intérimaire du Médiateur des Nations Unies*, et en particulier l'alinéa 11. Consultable en ligne (et en français): [http://www.un.org/fr/documents/view\\_doc.asp?symbol=A/RES/194\(III\)](http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/194(III))

Même après cette reformulation sans équivoque, les résultats obtenus restent bien plus élevés que ce à quoi nous nous attendions. Au total, 16.2% des sondé.e.s soutiennent la reconnaissance du droit au Retour des réfugié.e.s palestinien.ne.s, bien que la majorité d'entre eux la soutiennent uniquement à condition que la paix soit assurée. En revanche, le taux d'opposant.e.s à cette reconnaissance a augmenté, probablement en raison de la formulation plus claire de la question, et a atteint ici 74.2% comparé à 65% dans les deux premiers sondages. Cela signifie tout de même qu'un.e Israélien.ne sur cinq soutien le droit au Retour.

Rappelons qu'il ne s'agit que de la composante juive de la société israélienne à laquelle il faudrait ajouter le taux de non-juif.ve.s et en particulier de Palestinien.ne.s en Israël et dont participation augmenterait significativement ce résultat.

### Répartition détaillée par genre:



© De-Colonizer, Research and Art Laboratory for Social Change

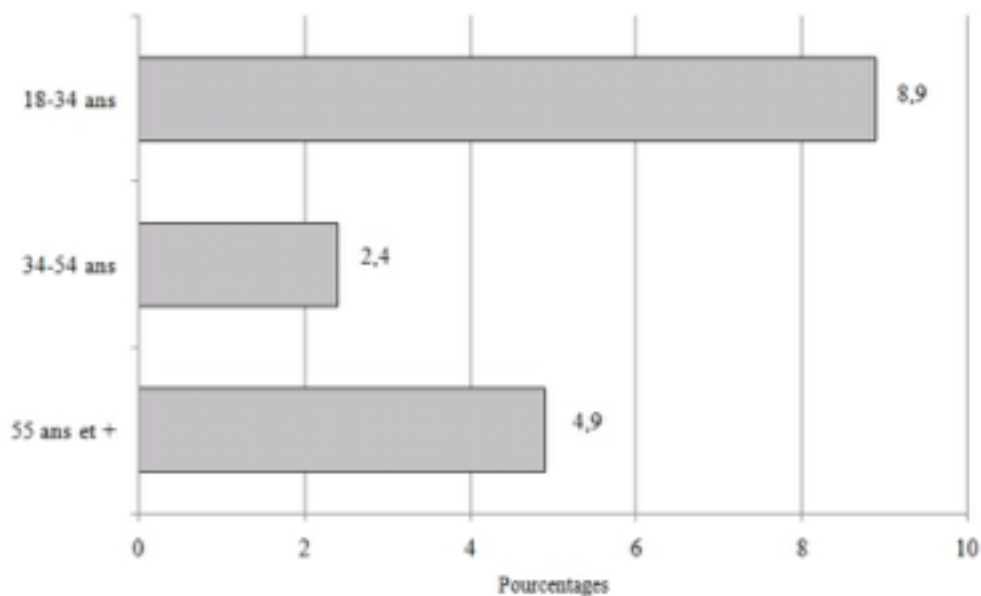
La répartition des résultats selon le genre/sexe des sondé.e.s nous montre que 17.2 % des femmes soutiennent conditionnellement le droit au retour, c'est presque deux fois plus que les hommes (9%).

### Répartition détaillée par âge:

La répartition par âge nous montre des différences plus substantielles : c'est parmi les plus jeunes (18-34 ans) que le soutien au droit au retour est le plus élevé: 25.9% d'entre eux le soutiennent.

C'est plus encore que les 15.1% des plus de 55 ans qui le soutiennent. L'opposition au

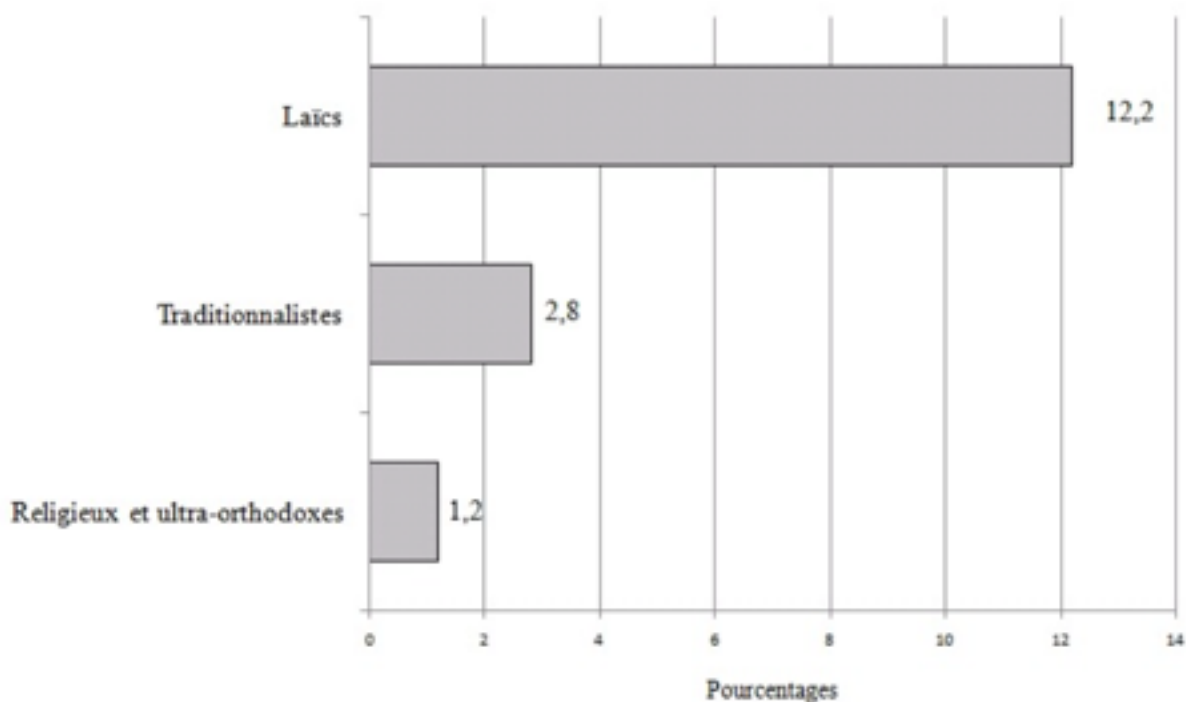
droit au retour est, sans discussion, la plus forte dans la catégorie d'âge intermédiaire: seulement 7.3% des 34-54 ans interrogés soutiennent le droit au retour.



© De-Colonizer, Research and Art Laboratory for Social Change

### Répartition détaillée par niveau de religiosité:

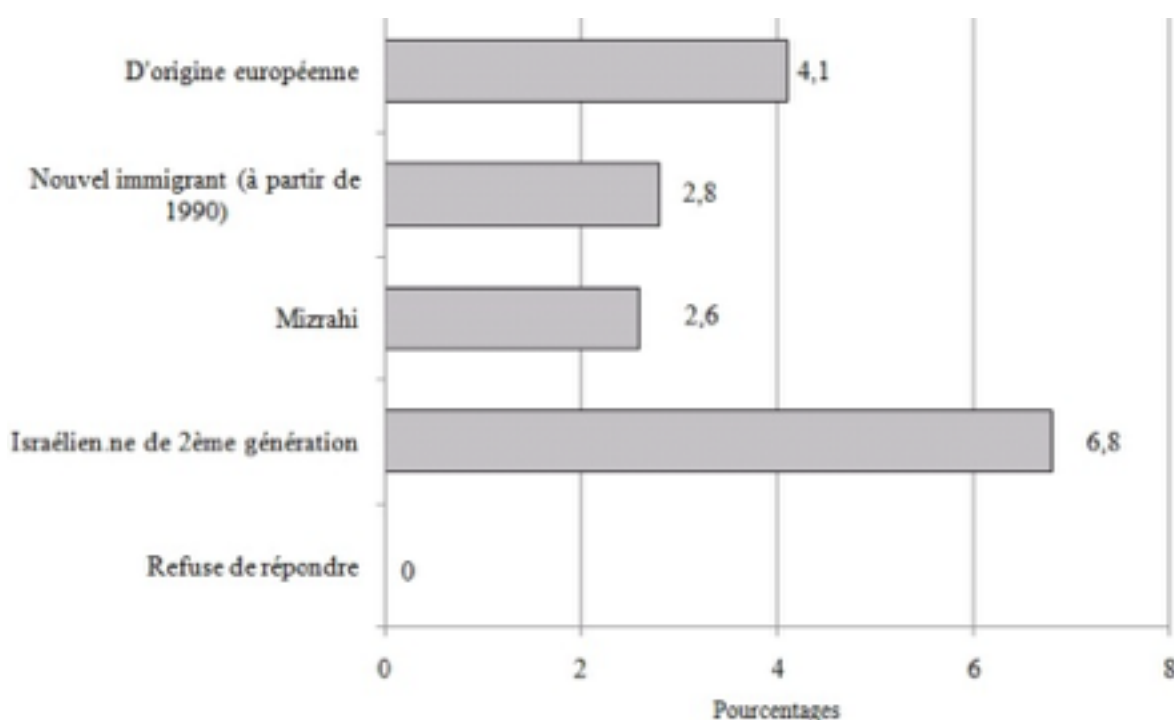
22,3% chez des Laïcs (*hilonim*) soutiennent le droit au retour, soit presque quatre fois plus que chez les religieux/ultra-orthodoxes (5,2%). Le taux des traditionalistes, quant à lui, s'approche de la moyenne générale avec un résultat de 12,9% d'entre eux qui soutiennent le droit au retour.



## Répartition détaillée par origine:

Enfin, la répartition selon l'origine de naissance nous montre que le taux le plus élevé de soutien au droit au retour se trouve chez les Israélien.ne.s de « deuxième génération », c'est à dire qui sont né.e.s en Israël et dont les parents sont également nés en Israël: 22,6% d'entre eux soutiennent le droit au retour.

Contrairement aux affirmations essentialistes qui prétendent que les Juif.ve.s d'origine « mizrahie » composent la frange la plus raciste de la population israélienne, les Israélien.ne.s d'origine européenne (ashkenaze) ne soutiennent le droit au retour que légèrement plus que les Juifs mizrahim (14,1% et 11,7% respectivement).



## Que peut-on retenir de ces sondages?

Nous avons commencé par dire qu'environ la moitié des Israélien.ne.s, d'après ces sondages, ne connaissent pas le mot Nakba, alors qu'il est l'un des mots les plus basiques de la violence des relations avec les Palestinien.ne.s. Pourtant, et il est important de remarquer les éléments positifs, malgré le déni officiel de la Nakba en Israël, environ la moitié des Israélien.ne.s non seulement connaît le mot, mais est également capable de le définir de manière relativement adéquate. De manière générale, les Israélien.ne.s n'ont pas assez de connaissances sur la Nakba, il faudrait sans doute mettre en place un processus profond d'enseignement et d'apprentissage afin de populariser la connaissance de ce sujet. Bien entendu, cela requerrait un changement politique stratégique majeur qui ne semble pas se profiler à l'heure où nous écrivons ces lignes.

En ce qui concerne le droit au retour, les taux obtenus dans les deux sondages de 2015 et 2017 sont évidemment surprenants: les Israélien·ne·s sont plus nombreux·ses à soutenir le droit au retour des réfugié.e.s palestinien.ne.s qu'on ne l'imagine.

Ces chiffres mettent tout de même en lumière la profondeur du déni, chez les Israélien.ne.s, de la possibilité d'une matérialisation concrète du droit au retour des réfugié.e.s palestinien.ne.s. Ces recherches sous-entendent également que la majorité des Israélien.ne.s qui soutiennent le droit au Retour, se réfèrent probablement plus au modèle proposé dans l'initiative de Genève, ou dans les deux cycles de « négociations » entre Israël et l'Autorité Palestinienne<sup>12</sup>, c'est à dire que le droit au retour pourrait, selon eux, s'appliquer concrètement à quelques milliers de réfugié.e.s palestinien.ne.s, tout au mieux.

Les données récoltées pour nos sondages permettent de clarifier l'écart immense qui existe entre les termes, habituels, du discours parmi les soutiens au droit au Retour tel qu'il est défini par le droit international d'un côté, et les termes employés, d'un autre côté, par les Israélien.ne.s, y compris parmi ceux qui affirment soutenir ce droit. La majorité des Israélien.ne.s, qui soutiennent le droit au retour, n'y voient qu'une question symbolique et théorique, loin des préoccupations réelles des réfugié.e.s palestinien.ne.s. Mais ceci ne correspond pas à la définition du droit au retour. Nous avons tenté donc d'affiner le plus possible nos questions. Comme nous l'avons vu, les réponses obtenues penchaient de plus en plus clairement vers le refus/l'opposition du droit au retour. Pourtant, il demeure une marge raisonnable d'optimisme dans la mesure où 1/5 des personnes interrogées sont favorables à la reconnaissance officielle du droit au retour des réfugiés palestiniens. De plus, un quart de la jeunesse israélienne soutient aussi le droit au retour, ce qui peut, on l'espère, laisser présager de changements positifs à l'avenir. Enfin, il faut rappeler que les 500 sondé.e.s sont uniquement juif.ves, ce qui signifie qu'il faut ajouter à ce chiffre, les Palestinien.ne.s en Israël ou d'autres minorités. Si on ajoute aux taux que nous avons obtenus, celui du soutien chez les citoyen.ne.s palestinien.ne.s en Israël, il n'est pas exagéré, d'affirmer que près de 30% des citoyen.ne.s (palestinien.ne.s et juif.ve.s) soutiendraient le droit au retour.

Le fait que le soutien à la reconnaissance du droit au retour soit plus élevé que nos premières attentes révèle principalement, selon nous, la nature du débat public en Israël et la manière dont il est mené : dans le débat public israélien, le droit au retour est perçu immédiatement comme la destruction de l'État d'Israël ou de l'État juif. Certain.e.s vont même plus loin et parlent d' « extermination » des citoyen.ne.s juif.ve.s d'Israël, sous-entendant parfois leur expulsion voire « une nouvelle Shoah ». Lorsque la situation est montrée sous ce jour, il n'est pas étonnant que les Israélien.ne.s aient tendance à voir la reconnaissance du droit au retour comme une menace tangible à leur propre vie, menant bien entendu à une opposition immédiate et forcenée, à un rejet pavlovien.

A l'inverse, la question dans le dernier sondage présentait cette reconnaissance d'une manière plus probable et raisonnable, et a surtout mis en lumière le fait que cette reconnaissance est celle d'un droit humain fondamental. Ainsi, lorsque la question est

---

<sup>12</sup> En 2000 entre Ehud Barak et Yasser Arafat puis en 2008 entre Ehud Olmert et Mahmoud Abbas.

posée sous cet angle, avec l'idée supplémentaire que le retour puisse promouvoir la paix et la réconciliation, les réponses changent et le taux de soutien augmente. Ce que nous pouvons conclure de ce dernier constat, est révélateur de la façon dont le discours sur le droit au retour pourrait être formulé pour convaincre au-delà des sphères militantes. Un discours logique, responsable, raisonné, sur le droit au retour, sur ce qu'il signifie, sans perspective romantique ou menaçante d'un retour à une réalité pré-1948.

Pour les Palestinien·ne·s, reconnaître leur droit au retour, c'est reconnaître la Nakba, c'est reconnaître l'injustice qu'ils ont subie depuis 1948. Chez les militant·e·s israélien·ne·s pour le droit au retour, cette reconnaissance n'est pas simplement perçue comme une lutte pour la justice. Elle·il·s ne le voient pas comme un danger mais, au contraire, comme la possibilité d'une mise en pratique de la cohabitation réelle et une perspective d'avenir plus optimiste. L'une des figures de ce combat en Israël nous confiait:

Reconnaître le droit au Retour, c'est aussi reconnaître notre responsabilité collective, c'est reconnaître que nous sommes devenus des colons, que nous sommes devenus une nation occupante. Ce n'est pas facile, c'est même douloureux. On nous accuse de trahison, on nous accuse de « bosser pour les Arabes ». Personne n'aime regarder les pages sombres de son histoire, tout le monde rencontre des difficultés à prendre ses responsabilités en cas d'injustice. Reconnaître le droit au Retour, c'est assurer que nous proposons une offre de réparation, après les torts dont nous sommes responsables, c'est tendre une main pour demander pardon<sup>13</sup>.

---

<sup>13</sup> Entretien T.P, Tel Aviv, 15 avril 2015.